Le 07-08-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par le Bureau politique du Parti de la démondialisation
Le 7 août 2020

La Turquie d'Erdogan accentue, jour après jour, ses provocations bellicistes. Depuis le 21 juillet, 18 navires de guerre stationnent dans les eaux territoriales de la Grèce, notamment autour de l'île de Kastellorizo, pour protéger un sous-marin de recherche d'hydrocarbures devant procéder à des

forages.

La tentative d’appropriation, par Erdogan, des richesses sous-marines de la région est la cause de l'agressivité croissante de la Turquie qui s'appuie sur l'accord illégal signé avec le gouvernement d'Union Nationale de Tripoli (Libye), dirigé par Fayez Al-Sarraj, pour étendre la superficie de ses eaux territoriales de 30% par rapport à son plateau continental au détriment de Chypre, de l'Egypte et de la Grèce. Cette nouvelle zone économique exclusive, revendiquée par Erdogan, comprend les îles de Kastellorizo, de Karphatos, de Rhodes ainsi que la Crète.

Erdogan, dans un scénario expansionniste à la "chypriote" veut s'approprier ces îles grecques afin de faire main basse sur les ressources gazières et pétrolières. Il nourrit et multiplie des foyers d'embrasement pour profiter de la décomposition régionale qu’il crée afin d'imposer son fait accompli guerrier. Déjà en juin, la Turquie avait mobilisé plusieurs navires et des avions de combat au-dessus de Chypre et de la Grèce. La Turquie génère l'instabilité en Libye, pays déjà victime des ingérences, notamment française, et de la violation de l'embargo sur les armes décrété par l’ONU.

La Turquie d’Erdogan est aidée dans sa conquête territoriale en Méditerranée orientale par la position structurellement ambiguë de l’Union européenne qui tente de contenter, sans aucune chance d’y parvenir, ses 27 pays membres. L’UE a délégué au prince ottoman son absence de politique migratoire sérieuse moyennant finance et se contente de déclarations molles pour sauver, sans espoir d’y parvenir, les apparences d’une pseudo-diplomatie européenne et d’un poids dans le monde.
Erdogan est aussi soutenu par l’Otan. Car pour cette institution supranationale mafieuse, la Turquie reste le rempart le plus efficace contre la Russie. Ce soutien, imposé par les USA aux autres membres de l’Alliance, se fait aux dépends de la Grèce, pourtant aussi membre de l’Otan. Mais les intérêts de la Grèce ne comptent pas face aux intérêts américains. Ils font pression pour que la Grèce se soumette, comme elle l’a déjà fait, à la volonté de ses maîtres les USA et son relai régional l’UE.

Il est temps de mettre un terme à l’expansionnisme d’Erdogan. Dans l'immédiat, le Pardem condamne la violation de la souveraineté territoriale de la Grèce, les forages illégaux entrepris autour de Chypre et des îles grecques. Le Pardem exige le retrait immédiat des forces armées Turques et le rétablissement de la légalité internationale.

Le Pardem exprime sa solidarité totale avec le peuple grec et les forces démocratiques de Turquie opposées à la politique expansionniste de leur pays. La France, qui a soutenu l'Union Européenne pour imposer à la Grèce une austérité éternelle, aurait une responsabilité de premier ordre si le conflit gréco-turc s’envenimait. Quant à l’UE, sa nature et sa soumission aux USA lui interdisent de faire respecter le droit international et la souveraineté de ses États membres. La France doit faire entendre une autre voix : celle de la souveraineté pleine et entière de la Grèce, de Chypre et de l’Egypte. La Méditerranée orientale ne doit pas, à son tour, basculer dans la guerre.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire